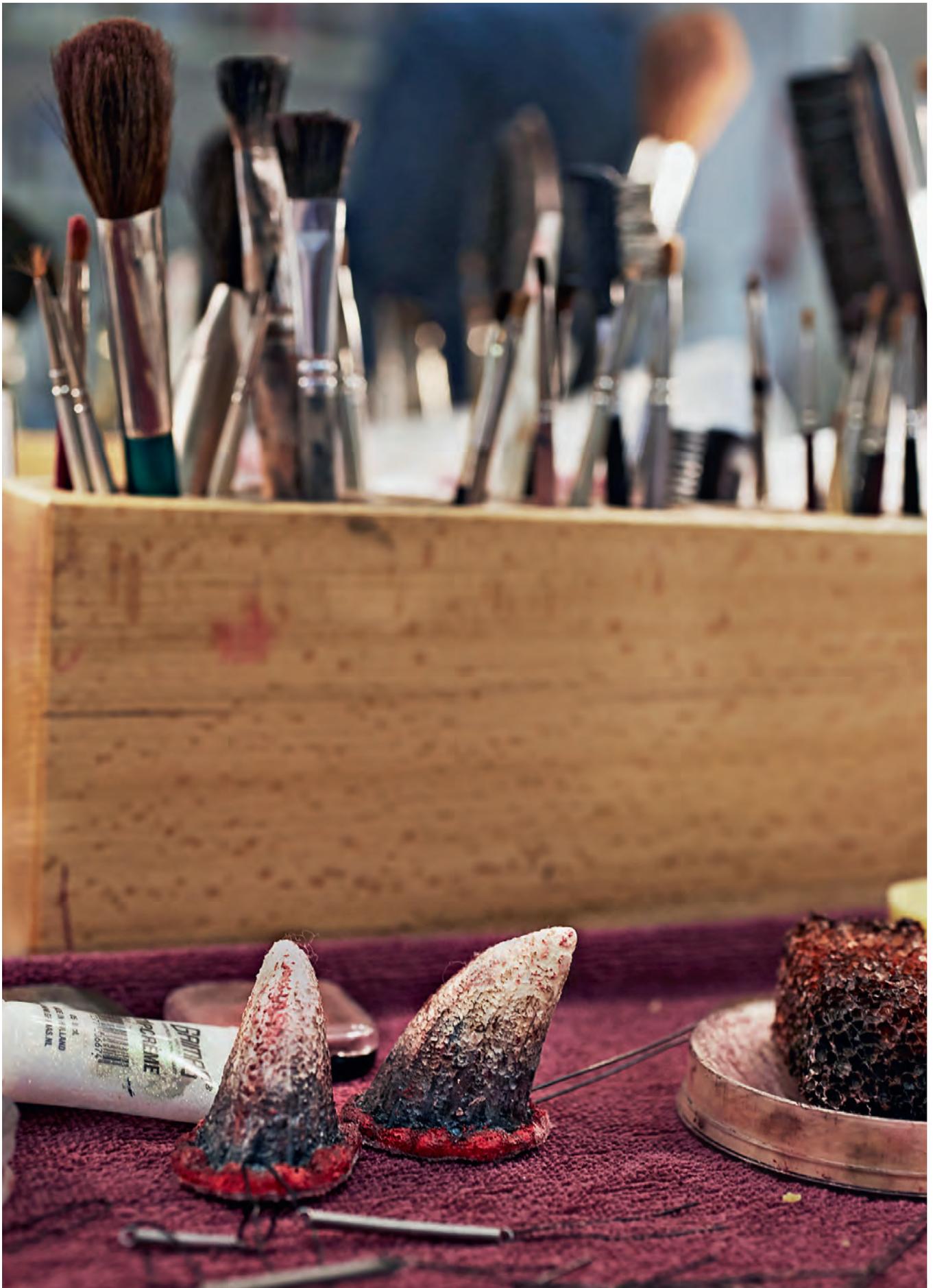


moneta

Le journal pour
un usage différent
de l'argent
#1-2017



CHANGEMENT

Numérisation: avec leurs idées, de jeunes entreprises veulent révolutionner le secteur financier traditionnel. **6**

Virage énergétique: des coopératives solaires accélèrent la transition vers une Suisse sans nucléaire. **9**

Développement durable: où en est la Suisse dans la mise en œuvre des objectifs de l'Agenda 2030 de l'ONU? **10**

DOSSIER: CHANGEMENT

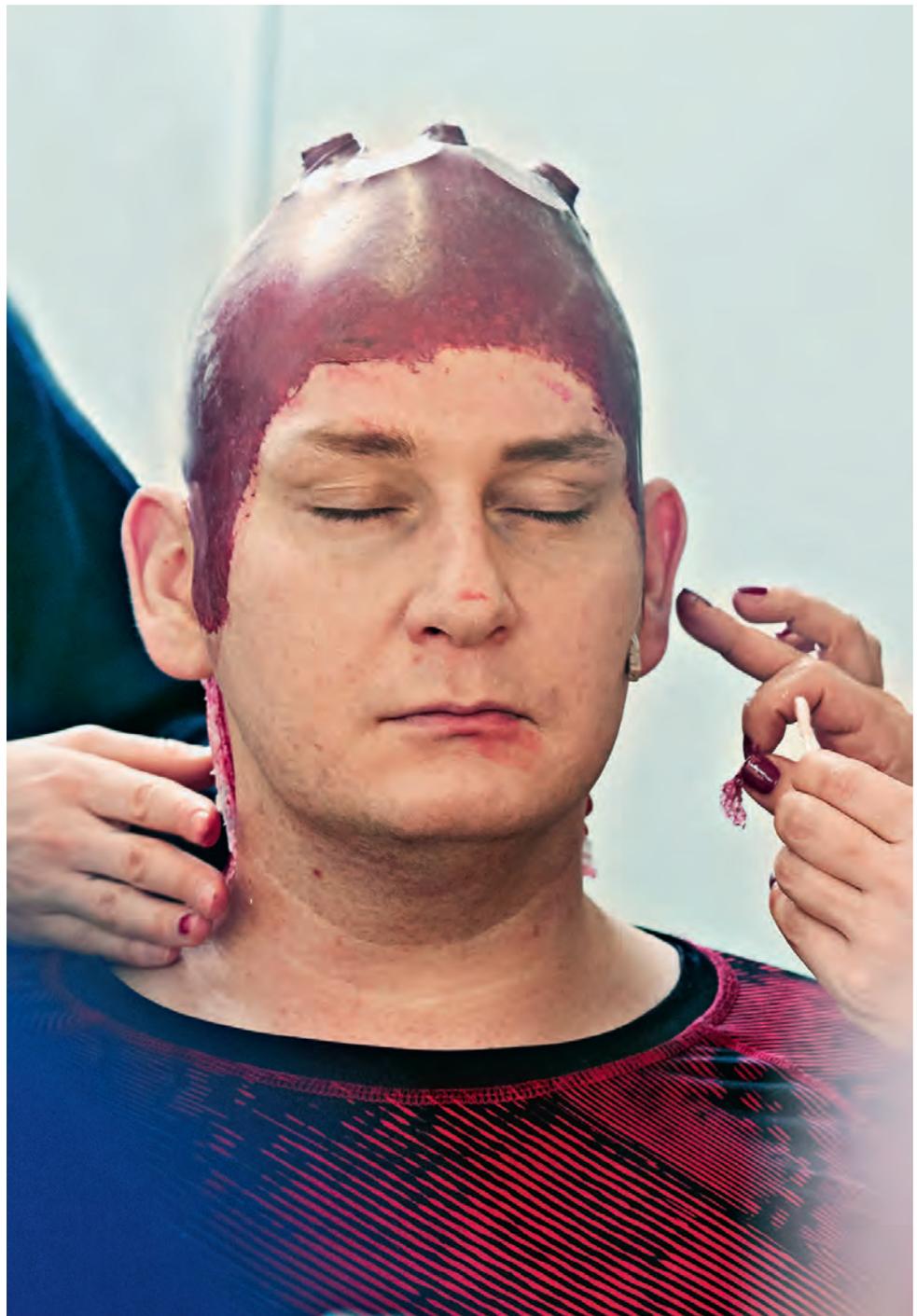
- 6 De jeunes entreprises forcent les banques à changer
- 9 La transition énergétique par le bas
- 10 Un agenda bien rempli
- 12 N’y pensez même pas!
- 14 L'étoffe des souvenirs. Ou: la vie est comme un film.
- 17 Un changement menaçant

LES PAGES DE LA BAS

- 15 Place du marché
- 18 Un exercice fructueux malgré un environnement difficile
- 19 Le rapport de gestion 2016 de la BAS est disponible
- 19 Pré-information: 26^e assemblée générale ordinaire de la BAS
- 19 Excursion de la BAS à Aarau
- 19 Anniversaire de la BAS à Lausanne
- 20 Changement climatique et système financier
- 21 Compte d'encouragement Oikocredit: objectif atteint
- 21 Anna-Valentina Cenariu, nouvelle responsable du service Développement durable
- 21 Qu'est-ce que le «Social Banking»?
- 22 Portrait de crédit: Une réinsertion professionnelle au goût sucré

EN PERSONNE

- 24 «Nous avons de nouveau besoin d'un discours d'autodétermination»





Renate Wernli, photographe indépendante (www.bildermacherin.ch), aime le théâtre et la transformation sous toutes leurs formes. Très intéressée à rencontrer Belzébuth, elle a été surprise par sa gentillesse et par le fait qu'il n'exhalait pas une odeur de soufre. Sa série de photos montre les coulisses du théâtre « Schauspielhaus » de Zurich, lors de la mise en scène du conte de Grimm *Les trois cheveux d'or du diable*, avec Christian Baumbach dans le rôle du diable (saison 2016/17, mise en scène : Meret Matter).

VERS QUEL CHANGEMENT TENDONS-NOUS?



Dans ce numéro de moneta, nous présentons des initiatives visant à rendre le monde un peu meilleur, à en faire un endroit où les gens utilisent respectueusement les ressources et traitent équitablement leurs semblables.

Nous nous sommes empêtrés dans la question, complexe, de savoir pourquoi nous avons tant de mal à œuvrer

de manière responsable, alors que nous avons conscience depuis longtemps de problèmes comme le réchauffement de la planète. L'inaction accentue parfois une évolution dans la mauvaise direction, ce qui vaut également pour le climat politique. Il est urgent d'agir et de résister avec courage, en particulier depuis l'entrée en fonction du nouveau président des Etats-Unis. A défaut, les acquis de la démocratie seront foulés aux pieds, le sexisme et le racisme reviendront à la mode. Notre idée de la temporalité nous fait idéaliser le changement. Or, on ne s'assagit pas forcément en vieillissant. La bêtise humaine peut se répéter au cours de l'histoire, avec des variations.

Nous évoquons aussi dans ce numéro de moneta des changements irréversibles. Par exemple, depuis l'invention du cinéma, notre capacité de mémorisation n'est plus la même, comme le démontre un article fondé sur les sciences cinématographiques. Nous, humains, sommes-nous tout bonnement de nature vulnérable et sans monde intérieur original? Mephisto a-t-il besoin de mettre des cornes pour se glisser dans son rôle et en ressortir? Souvent, le méchant n'a même pas la tête de l'emploi. Ce serait trop facile.

Nous espérons que la lecture de ce journal vous révélera les domaines où il est absolument nécessaire de faire souffler un vent nouveau... et de prendre une longue respiration.

Dominique A. Zimmermann, rédactrice

moneta Le journal pour un usage différent de l'argent #1-2017

moneta paraît quatre fois par an en français et en allemand et est envoyé gratuitement aux client-e-s de la Banque Alternative Suisse SA (BAS). La reproduction de textes et d'illustrations propres est soumise à une autorisation écrite de la rédaction et doit impérativement indiquer la source.

Editrice Banque Alternative Suisse SA **Direction de la rédaction** Katharina Wehrli (kw) **Rédaction** Bärbel Bohr (bb), Sarah Eggo (se), Muriel Raemy (mr), Dominique A. Zimmermann (dz) **Traduction** Sylvain Pichon **Annonces** Bruno Bisang **Graphisme, illustrations** Clerici Partner Design, Zurich **Photo de couverture** Renate Wernli **Impression** ROPRESS Genossenschaft, Zurich **Papier** 100% papier recyclé **Adresse** Banque Alternative Suisse SA, moneta, Amthausquai 21, case postale, 4601 Olten, téléphone 062 206 16 16, moneta@abs.ch **Abonnements** annuel Fr. 20.-, soutien Fr. 50.- **Tirage de cette édition** 7500 exemplaires **Encarts** Les encarts qui n'émanent pas de la BAS sont des publicités qui nous permettent de couvrir les frais de production.

Si vous déménagez et êtes client-e de notre banque, veuillez communiquer votre nouvelle adresse par écrit ou via le système d'e-banking.

Pour changer de modèle



Alternatives économiques est un mensuel français qui s'intéresse à l'économie en tant qu'enjeu collectif et social. Un site web et trois hors-série annuels

viennent compléter et approfondir cette mission. Le numéro de janvier, intitulé «L'économie autrement», déplace le regard pour s'attacher aux enjeux économiques du quotidien: le logement, l'école, l'accès aux soins, l'accès à l'emploi pour les jeunes, l'exclusion, la prise en charge des personnes âgées, etc. Ce hors-série s'interroge également sur le modèle à construire pour vivre demain dans une société soutenable sur le plan écologique: comment bâtir une finance patiente, une alimentation saine, bonne et juste, une réelle transition énergétique, une production économe en ressources, une économie relocalisée tout en demeurant ouverte. «L'économie autrement» fait le tour de la France à la découverte d'initiatives qui déploient une économie soutenable, sociale et solidaire, orientée vers la réponse aux besoins des citoyennes et citoyens. Et qui leur redonne le goût de l'avenir. (mr)

Alternatives économiques, L'économie autrement, hors-série no 5, janvier 2017. Disponible en kiosque ou sur www.alternatives-economiques.fr.

GO FOR IMPACT



En septembre 2016, à l'invitation de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), des représentants des milieux économiques, de la communauté scientifique, de la société civile et des pou-

voirs publics se sont réunis pour réfléchir aux moyens de promouvoir, en Suisse, la transition vers une économie à la fois sobre en ressources, équitable et profitable à l'homme et à l'environnement. Le modèle de réflexion, intitulé GO FOR IMPACT, est schématisé sur la page «Thème économie et consommation» de l'OFEV. Un livre blanc est librement accessible et utilisable depuis l'Internet, pour que les idées essentielles et des exemples concrets servent véritablement d'impulsion et puissent dessiner l'économie suisse de demain. (bb)

www.gruenewirtschaft.admin.ch/grwi/fr/accueil/go-for-impact/Go-for-Impact.html

Boutique éthique et solidaire



Lee Carnal avait une vision lorsqu'elle a ouvert le magasin Lee Seeds (prononcer « Liisiids ») il y a un peu plus de cinq ans, sur le Boulevard de Grancy, à Lausanne: défendre l'artisanat et la production locale tout en payant correctement son personnel. Comment y arriver? En équilibrant les produits issus du commerce solidaire (créés dans des ateliers protégés ou des projets de scolarisation et de reforestation, par exemple) et du commerce équitable (producteurs locaux de semences et d'aliments, artisans, articles bio), avec des objets de design nordique et asiatique provenant du commerce conventionnel. L'équité et la durabilité guident les choix des textiles, jouets, bijoux, articles de jardinerie et de soins. Ce modèle économique basé sur la sobriété fonctionne et crée des emplois. Des petites graines (*seeds*, en anglais) qui ne demandent qu'à germer. (mr)

www.leeseeds.ch

Quelle est l'importance de la finance durable en Suisse?

La finance durable a beaucoup gagné en attention, ces dernières années et dans de nombreux pays. Un livre blanc du Swiss Finance Institute vise à mesurer son importance en Suisse. La D^{re} Annette Krauss de l'Université de Zurich et sa collègue la D^{re} Julia Meyer ainsi que le professeur Philipp Krüger du Swiss Finance Institute et de l'Université de Genève ont analysé les principaux acteurs helvétiques du marché financier. La conclusion est qu'en matière de produits financiers durables, notre pays ne joue pas un rôle important à l'échelle internationale. Certes, l'étude révèle une demande croissante de la clientèle, mais elle montre aussi que les grands acteurs continuent à voir la finance durable comme un produit de niche, et non comme leur activité principale. A l'échelon fédéral, des décideurs comme l'OFEV et le SECO s'intéressent beaucoup à la finance durable et à son évolution mondiale, mais hésitent à intervenir activement sur le marché. Si la Suisse ne veut pas rester à la traîne, elle doit encourager l'esprit d'initiative des acteurs du marché financier: ils doivent jouer un rôle de pionnier et miser davantage sur la finance durable. (se)

Vous pouvez obtenir l'étude complète sur: [sfi.ch/node/5304](https://www.sfi.ch/node/5304), Swiss Finance Institute: *Sustainable Finance in Switzerland: Where Do We Stand?*, septembre 2016 (en anglais).

Quand l'agriculture est porteuse d'espoir

Trois films sillonnent les salles romandes depuis le début de l'année: «Futur d'espoir», «Révolution silencieuse» et «Jura: enracinés à leur terre». Trois angles, trois caméras, un sujet: le futur de l'agriculture suisse et de ses agriculteurs.

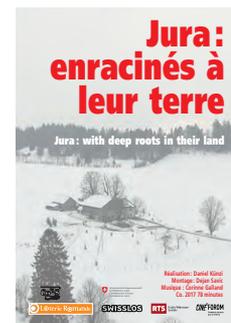
«Futur d'espoir» est un film documentaire de Guillaume Thébaud, un Genevois de 17 ans qui, dans le cadre de son projet de fin d'année, s'est improvisé cinéaste avec l'idée de montrer une agriculture respectueuse de l'environnement et des hommes. Ne voulant pas construire un réquisitoire contre l'agriculture intensive, Guillaume Thébaud est allé filmer une quinzaine de personnes, acteurs locaux ou sommités internationales, de Genève à Paris, qui montrent et démontrent qu'un avenir différent est possible pour notre agriculture et notre souveraineté alimentaire.

«Révolution silencieuse» a été tourné par Lila Ribi, une jeune cinéaste tessinoise vivant à Lausanne. Il parle de changer notre rapport à la nature, à notre alimentation, et de vivre en harmonie avec nos convictions. La cinéaste suit un agriculteur bio, dans le Jura vaudois, qui décide de vendre ses vaches laitières pour se lancer dans la culture de blés anciens. En cultivant des variétés de céréales locales, il veut devenir producteur d'une nourriture vivante, saine, pleine de saveurs et préserver un patrimoine: la biodiversité semencière, mise à mal par les géants de l'agroalimentaire.

«Jura: enracinés à leur terre», un film de Daniel Kunzi, cinéaste genevois originaire du Jura, a suivi trois familles jurassiennes prises entre leur amour du sol et la dérégulation des marchés. Il leur donne l'occasion de partager avec le grand public leur quotidien et leur vision de ce qu'est devenue l'agriculture dans un contexte mondialisé: ces familles luttent pour un sol vivant, pour une vie en harmonie avec la nature et pour retrouver une souveraineté alimentaire qui consiste à produire en fonction des capacités de nos ressources naturelles.

Ces films arrivent au moment où le monde agricole vit de gros problèmes économiques et environnementaux. On y voit des agriculteurs enracinés et bien conscients des enjeux actuels et à venir. (mr)

futurdespoir-lefilm.com
revolution-silencieuse.ch
www.danielkunzi.ch



De jeunes entreprises forcent les banques à changer

«FinTech» est l'abréviation de «technologie financière», qui décrit la numérisation de l'activité bancaire. De plus en plus d'entreprises technologiques ont des idées pour transformer de fond en comble le secteur financier établi. Y parviendront-elles?

Texte: Bärbel Bohr

Un compte en banque et une carte pour tout le monde, y compris celles et ceux qui n'ont ni domicile ni passeport. Balász Némethi a voulu réaliser ce rêve quand il a vu comment son pays natal – la Hongrie – érigeait des clôtures pour bloquer la migration. Il a fondé la banque Taqanu dans l'objectif de permettre même à des personnes sans domicile fixe d'accéder au système financier. Le critère pour ouvrir un compte n'est plus une pièce d'identité, mais l'identité numérique personnelle. Afin de la rendre inviolable, Taqanu recourt à l'une des technologies principales de la scène FinTech: la «blockchain» ou, en français, chaîne de blocs. Il s'agit d'une base de données distribuée, qui chiffre et sauvegarde les transactions en une chaîne indissociable. Une méthode réputée particulièrement sûre (*lire moneta*, 4-2015, p. 15). Il manque encore à Taqanu la licence bancaire, car il est plus facile de réaliser la partie technique du projet que d'obtenir le feu vert des autorités de surveillance. Chaque pays réglemente strictement la vérification de l'identité au moment de l'ouverture d'un compte, de façon à empêcher la soustraction fiscale, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Toutefois, en Allemagne, l'autorité de surveillance financière s'est montrée disposée à collaborer et a créé un groupe de travail qui examine la mise en œuvre d'une identité numérique.

Les origines de la scène FinTech

Avec son idée, M. Némethi renvoie aux origines historiques de l'industrie FinTech, dont l'un des objectifs fondamentaux est de permettre à toutes et tous d'accéder à des opérations bancaires. M-Pesa est un système de paiement mobile utilisé au Kenya, l'un des plus aboutis dans ce domaine. Avec lui, on peut payer ses emplettes au marché par téléphone, effectuer versements et virements auprès d'agences spécifiques. Les entreprises de télécom ont développé ce système qui se passe de compte en banque. Une deuxième idée originelle de la FinTech consiste à envisager l'internet comme un espace judiciaire autonome

qui a besoin de sa propre monnaie, comme tout pays souverain. De là sont nées différentes monnaies numériques, dont la plus connue est le Bitcoin. Dans la ville de Zoug, qui se voit en Mecque de l'industrie de la FinTech, on peut payer depuis l'an dernier les taxes administratives au moyen de Bitcoins. Cette monnaie repose, elle aussi, sur la technologie de la chaîne de blocs.

Les banques se sont réveillées

Le succès de ces services fait réagir les banques. Identification numérique pour ouvrir un compte, payer de petites sommes ou recourir à des monnaies numériques; intelligence artificielle dans le conseil; hypothèques en ligne; automatisation de la clôture d'un compte... La numérisation finit par remettre en question le déroulement de tous les processus d'activités bancaires. L'entreprise de conseil McKinsey part du principe que la numérisation menace au moins un tiers des revenus des banques. Cela représente beaucoup d'argent et d'emplois. Christina Kehl, directrice de l'association professionnelle Swiss Finance Start-ups, met en avant les avantages des entreprises œuvrant dans les technologies de l'information par rapport aux banques: «Les prestataires de la FinTech sont en mesure de détacher chaque service financier du portefeuille global d'une grande banque ou institution financière, démocratisant ainsi la finance.» Souvent, les entreprises de la FinTech ne proposent pas de nouveaux produits ou services: elles se distinguent avant tout par leurs solutions orientées vers la clientèle. Comme le confirme M^{me} Kehl, les jeunes – particulièrement enclins à utiliser leur portable – constituent le public cible. Les services sont en général plus transparents et avantageux que ceux des banques traditionnelles, puisque les processus sont automatisés en conséquence, comme l'a souligné la société de conseil Horváth & Partners dans une analyse de marché.

Les banques tentent donc de conclure des collaborations avec les «jeunes trublions» de la technologie financière, ou alors elles proposent elles-mêmes des services de la FinTech, automatisant du coup leur propre activité. En Suisse aussi, de grandes banques et assurances investissent beaucoup d'argent dans les nouvelles technologies, afin de préserver leur cœur de marché. Les banques craignent un «effet Kodak» dans leur domaine. Cette expression décrit la peur des entreprises établies de se réveiller trop tard pour relever le défi du changement technologique. Le fabricant d'appareils photo et de films Eastman Kodak Company incarne de façon

Davantage de possibilités
pour le commerce
en ligne et pour des paiements
numériques sûrs.

emblématique la manière dont une entreprise peut tomber en faillite, faute d'avoir pris au sérieux la numérisation de son domaine.

Une chance pour les modèles d'affaires durables

Comme avec chaque tendance, on n'échappe pas aux déceptions: scandales de fraude sur les places de négoce du Bitcoin, octroi de crédits douteux par la plateforme étasunienne de prêts Lending Club ou chute de la valeur de Leonteq, plateforme zurichoise pour les produits d'investissement structurés et chouchou des bourses... Ces exemples montrent que beaucoup d'idées n'existent qu'à l'état embryonnaire. Mais malgré les risques, n'oublions pas que la numérisation est aussi une chance de soutenir les idées commerciales sociales et écologiques. M^{me} Kehl voit encore l'enjeu social comme un moteur important pour un grand nombre d'entreprises. «La FinTech a son mot à dire en matière de récolte de dons, par exemple. Les donatrices et donateurs potentiel-le-s doivent pouvoir transférer aussi facilement, rapidement et sûrement que possible même la plus petite contribution, sans complication non plus pour la ou le destinataire», explique-t-elle.

Suite en page 8

Commentaire de la BAS La BAS n'échappe pas à la numérisation

L'industrie financière dépend fortement de l'informatique. Quel service bancaire ne repose pas sur un système électronique ou sur l'internet? En principe, la numérisation n'a rien de neuf pour les banques et elles se sont habituées au rythme effréné des changements. Moins de vingt ans après l'introduction à grande échelle des services bancaires en ligne par tous les établissements, plus de la moitié de la population les utilise. Les banques sont donc tout à fait prêtes à affronter la prochaine phase de la numérisation: au-delà du seul progrès technologique ou de l'automatisation accrue des processus bancaires, il s'agit désormais d'une transformation sociale.

Pour les banques, cette évolution représente un défi à deux points de vue. Tout d'abord, les nouveaux prestataires en technologie financière (FinTech) picorent certaines activités de la chaîne de création de valeur des établissements traditionnels, afin de répondre plus rapidement, plus avantageusement et de manière plus ciblée aux besoins de la clientèle. En 2017, le Conseil fédéral a confié au Département fédéral des finances (DFF) le mandat d'élaborer une nouvelle licence bancaire pour les FinTech. Les instituts financiers qui se limitent à la prise en dépôt de fonds de la clientèle et n'ont aucune activité de crédit bénéficient ainsi d'un accès facilité au marché. En évoluant dans un cadre moins réglementé et, par conséquent, moins coûteux, ils sont favorisés par rapport aux banques classiques. Deuxièmement, le comportement de la clientèle évolue: les terminaux mobiles permettent d'accéder en tout temps à des services financiers et suscitent donc des attentes vis-à-vis de l'offre. Les premières conditions-cadres réglementaires pour l'accès numérique à des services bancaires ont vu le jour en 2016. On peut par exemple ouvrir un compte sans légalisation physique de la signature. Des banques proposent déjà un accueil numérique, appelé *digital on-boarding* dans le jargon.

La BAS a donné à la numérisation la place qui lui revient pour la période stratégique 2017-2021. Il s'agit en premier lieu de rendre certains processus plus rationnels et plus efficaces, à l'interne comme sur la plateforme destinée à la clientèle. En outre, la BAS examine différentes possibilités d'étendre sa palette d'offres grâce à la numérisation. A cet égard, la question de savoir quelle contribution les nouvelles technologies peuvent apporter au positionnement du modèle d'activité socio-écologique est importante. Ces évolutions influenceront sur l'organisation de la banque. La BAS voit clairement cela comme une chance.

D'autre part, le modèle d'affaires de beaucoup de jeunes pousses a déjà lui-même une composante sociale. Elle cite comme exemple les plateformes de financement participatif pour des entreprises innovatrices, organisations ou artistes qui ne pourraient pas envisager un crédit bancaire traditionnel. Il ne s'agit pas uniquement de conclure des opérations d'investissement, mais aussi de mettre en place une communauté. Sur la plateforme genevoise «Ground_Up-Project», les entreprises ainsi que les investisseuses et investisseurs visant le développement durable se rencontrent presque directement. Pas besoin d'intermédiaire comme une banque. Toutefois, les entreprises sociales sont encore minoritaires dans la FinTech.

Le numérique ne peut être que collectif

Pour que l'évolution effrénée ne devienne pas une bulle spéculative, les entreprises de technologie intéressées à bâtir une économie financière efficace doivent fortement se connecter. A cet égard, Sanika Hufeland fait œuvre de pionnière. La directrice de l'Institute for Social Banking (isb) de Witten (Allemagne) – lequel propose aux banques des formations éthiques – a lancé une série de manifestations pour les entreprises de la FinTech visant la durabilité à Berlin. Parmi celles-ci, citons la jeune

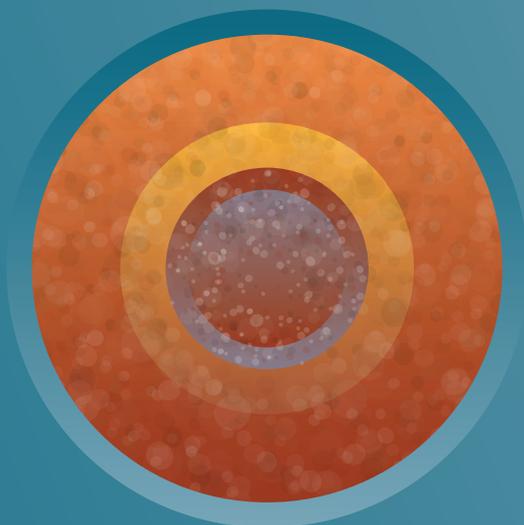
pousse Better Payment, dans laquelle la banque éthique GLS participe à hauteur de près de 10 pour cent. Elle peut ainsi offrir à sa clientèle commerciale les meilleures possibilités pour le commerce en ligne et des paiements numériques sûrs.

M. Némethi sait bien qu'il ne peut rien changer seul. Il s'est adossé à un réseau international. En tant qu'entrepreneur, il compte trouver bientôt les bons partenaires pour concrétiser son rêve d'une «banque pour toutes et tous»: dans l'idéal, ce serait une autre banque, car sa société pourrait alors se financer par le nombre de nouvelles clientes et nouveaux clients amenés ou avec une part des redevances. Impossible de savoir quelles innovations finiront par s'imposer et comment le monde bancaire évoluera exactement, mais une chose est certaine: la banque telle que nous la connaissons maintenant va beaucoup changer.

Qui peut dire si, dans le cas des banques, le plus grand changement ne pourrait pas venir d'institutions rarement perçues comme innovatrices? Songeons à la Banque nationale suisse, dont la politique des taux d'intérêt négatifs remet en question – bien au-delà de toute entreprise de technologie – le modèle d'activité classique des établissements suisses.

13^{ème} Festival de la Terre

RETOUR AUX SOURCES

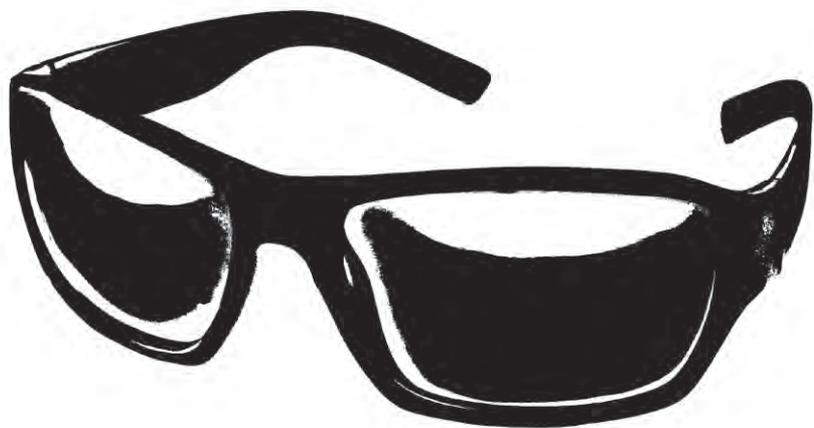


9-11 juin 2017

Montbenon, Lausanne - Entrée libre - www.festivaldelaterre.ch

Œuvre collective • Permaculture • Eco-construction • Bien-être • Scène solaire • Films • Nouveaux modèles • DIY • Sensibilisation ludique • Land art

SLOW LIFE • LOW TECH • HIGH VIBES



La transition énergétique par le bas

La Stratégie énergétique 2050 adoptée en septembre dernier par le Parlement est bien moins ambitieuse que prévu. Comment alors donner au tournant énergétique sa pleine mesure? La coopérative d'énergie citoyenne Optima Solar Freiburg-Freiburg imagine une réponse en cherchant de l'élan dans la société civile.

Texte: Muriel Raemy

L'effet Fukushima s'est essoufflé. Le virage vers une Suisse sans atome sera très modéré. La Stratégie énergétique, telle qu'approuvée par le Parlement en septembre 2016, revoit à la baisse la production d'électricité renouvelable, c'est-à-dire celle issue de l'éolien, de l'hydraulique, de la biomasse et du photovoltaïque. Certains acteurs politiques ont de la peine à concevoir des modèles différents. Et si des solutions innovantes ainsi que de bonnes nouvelles étaient à chercher «en bas», là où citoyennes et citoyens se démènent pour amorcer un virage énergétique immédiat?

Des coopératives solaires novatrices

Optima Solar Freiburg-Freiburg (OSFF) va bientôt commencer la construction de mille mètres carrés de panneaux solaires, grâce aux souscriptions de 85 coopératrices et coopérateurs. Fondée en avril 2015, elle est la dernière née des coopératives d'énergies citoyennes en Suisse. Equisol agit depuis 2012 en Valais, Sun-Power a été créée en 2007 dans le canton de Genève et Energie Genossenschaft Schweiz met en œuvre depuis cinq ans de nombreux projets outre Sarine. Si toutes ces initiatives promeuvent la décentralisation de la production d'électricité, toutes ne fonctionnent pas sur le même modèle d'affaires. Le réseau «Stromallmend», mis sur pied par Energie Genossenschaft Schweiz, alimente un fonds et propose aux productrices et producteurs de courant solaire de gagner ainsi 5 centimes par kWh (prix pour 2016), un revenu qui leur permet d'amortir leur installation sans compter sur les subventions fédérales. Les consommatrices et consommateurs intéressé-e-s achètent ensuite ce même courant 7 centimes par kWh. OSFF vise, quant à elle, un autre créneau: elle veut équiper des toits de collectivités publiques afin de permettre aux citoyennes et citoyens, mêmes locataires, à investir dans le photovoltaïque.

La structure née à Fribourg s'inspire d'un modèle développé dans le canton de Soleure en 2011. Il existe actuellement quatre coopératives Optima Solar situées, outre à Fribourg et Soleure (celle-ci est soutenue par le Fonds d'innovation de la BAS), dans les cantons de Berne et d'Argovie. Elles sont regroupées au sein de la fédération Optima Solar Suisse. «Ensemble, elles totalisent actuellement plus de mille membres pour un capital de 6,1 millions de francs d'investissements. Vingt-quatre centrales solaires ont été construites et six sont en cours de réalisation, dont la nôtre», énumère Laurent Thévoz, secrétaire d'OSFF. En 2015, les coopératives ont généré une production de 2,2 GWh.

Investir dans une électricité durable

Pour Laurent Thévoz, le pari d'OSFF est d'abord pragmatique: investir dans une part sociale de 1012 francs permet de financer environ quatre mètres carrés de panneaux solaires, qui produisent quelque 500 kWh à l'année. Les centrales sont entièrement financées par des capitaux propres et les prix ont été calculés sans les subventions fédérales, toujours très incertaines. «C'est à la portée des citoyennes et citoyens qui désirent investir un petit pécule dans un projet durable, plutôt que de le laisser travailler dans une banque qui l'investit dans des activités traditionnellement non renouvelables», analyse Laurent Thévoz. La coopératrice ou le coopérateur perçoit ainsi un rendement dès la troisième année. En 2016, la rémunération s'élevait à 1,5 pour cent.

Les politiques manquent de moyens financiers pour inciter la population à se tourner vers les énergies renouvelables. Une situation dommageable: des études empiriques en Allemagne et au Danemark ont démontré que les personnes qui font le choix de payer leur électricité un peu plus cher (chez Optima Solar, la plus-value est de 0,168 franc le kWh) réduisent leur consommation. La citoyenne ou le citoyen, en produisant de l'énergie renouvelable, devient un-e protagoniste indispensable de la transition énergétique. Ce que conclut également Laurent Thévoz: «En Allemagne, la moitié de l'énergie renouvelable produite a été financée par des coopératives. Le potentiel est énorme.»

www.optimasolar-fr.ch
www.stromallmend.ch

Un agenda bien rempli

Avec l'Agenda 2030 de l'ONU pour le développement durable, la communauté internationale a placé la barre très haut. Le plan d'action détaille les objectifs fixés et vise à rendre le monde meilleur. Mais comment chaque pays – et en particulier la Suisse – concrétisera-t-il l'Agenda 2030?

Texte et entrevue: Katharina Wehrli

« Nous sommes résolus à libérer l'humanité de la tyrannie de la pauvreté et du besoin, à prendre soin de la planète et à la préserver. » Voilà l'une des résolutions de l'ONU à propos de l'Agenda 2030 pour le développement durable, adopté le 25 septembre 2015 à New York par les chefs d'Etat et de gouvernement des 193 pays membres. L'Agenda est vaste et ambitieux: il contient 17 objectifs pour le développement durable, que tous les Etats membres de l'ONU déclarent vouloir atteindre d'ici 2030.

Il s'agit d'un jalon important dans ce domaine, car pour la première fois, l'ONU est parvenue à réunir la lutte contre la faim et la pauvreté avec les trois piliers du développement durable dans un même plan d'action. Celui-ci intègre aussi des objectifs de paix, d'Etat de droit et de partenariats globaux. L'Agenda 2030 constitue ainsi un cadre mondial pour résoudre les grands problèmes de la planète: pauvreté extrême, changement climatique, destruction de l'environnement, crises sanitaires.

Cependant, en droit international, l'Agenda 2030 n'est pas contraignant. Chaque pays peut décider librement la façon dont il veut atteindre les objectifs. Qu'est-ce que cela signifie pour la Suisse? Comment la Confédération va-t-elle concrétiser l'Agenda 2030? Dans quels domaines est-il particulièrement nécessaire d'agir? Et qui aura le dernier mot? Réponses d'Andrea Ries, co-coordinatrice de la Confédération pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030.



moneta: Andrea Ries, il y a un an et demi, l'assemblée générale de l'ONU adoptait l'Agenda 2030. Que s'est-il passé depuis lors?

Andrea Ries: Il est dans l'intérêt de chaque pays de mettre en œuvre l'Agenda ainsi que de se comparer et d'échanger avec les autres. C'est pourquoi l'ONU a créé le «High Level Political Forum», où ce type d'échanges a lieu chaque année, où les Etats présentent leurs efforts et résultats. Lors de la première réunion en juillet 2016, 22 pays – dont la Suisse, plusieurs pays européens et des pays en voie de développement – ont exposé leur plan d'action.

Quelles similitudes et différences constate-t-on dans l'approche?

Certains pays font face à des problèmes très spécifiques, par exemple des questions de réconciliation et de reconstruction après une guerre civile. Pour beaucoup d'autres, c'est plutôt de la suite d'un processus entamé voilà plus de vingt ans avec la Conférence de Rio. Dans tous les cas, on tient davantage compte des défis internationaux.

Comment cela se passe-t-il en Suisse?

Les 17 objectifs de l'Agenda 2030 sont concrétisés sous la forme de 169 cibles dotées d'indicateurs mesurables. Nous procédons maintenant à une analyse approfondie



et examinons avec précision, pour chacune des cibles, où en est la Suisse, quels sont ses atouts et où il faut encore agir.

Une première étude comparative de la fondation Bertelsmann met en évidence, pour la Suisse, un besoin d'action spécifique quant aux objectifs de protection du climat, aux modèles de consommation et de production durables ainsi qu'à l'égalité des sexes. Votre analyse parvient-elle aux mêmes conclusions?

Il est trop tôt pour répondre à cette question. Notre analyse n'est pas assez avancée pour nous permettre de communiquer des résultats.

Pensez-vous que les choses stagnent surtout à l'échelon fédéral?

Nous examinons d'abord ce que font les offices fédéraux concernés. Toutefois, sur certains points, la responsabilité première revient aux cantons et aux communes: l'Etat n'est pas le seul acteur. Voilà pourquoi nous publions les premiers résultats au début de l'été. Les acteurs

Participez!

En mai/juin 2017, la Confédération procédera à une consultation publique sur le besoin d'action en Suisse dans le cadre de l'Agenda 2030 de l'ONU. Les 169 cibles sont détaillées sur www.eda.admin.ch/agenda2030/fr/home.html. Tout le monde peut participer aux débats.

non gouvernementaux pourront alors les commenter et compléter de leurs propres propositions certains objectifs spécifiques. L'économie, les organisations à but non lucratif et la science jouent un rôle important dans la mise en œuvre de l'Agenda. L'Etat ne peut pas concrétiser seul le développement durable: un partenariat avec de nombreuses autres parties prenantes s'impose.

Et quel est le rôle des banques?

L'Agenda 2030 contient des objectifs auxquels le secteur financier peut apporter une contribution notable. Les principaux éléments sont la lutte contre les flux financiers illicites, l'accès au crédit même pour les personnes plus pauvres ainsi que des possibilités meilleur marché pour les migrantes et migrants d'envoyer de l'argent. De plus, les prestataires de services financiers peuvent inciter à des pratiques commerciales durables et établir des rapports sur la durabilité.

Quelles sont les prochaines étapes?

Nous allons publier un rapport global fin 2017. Il servira de base à notre rapport national 2018 à l'ONU. Il sera en outre remis au Conseil fédéral avec des recommandations sur les domaines dans lesquels des efforts sont encore nécessaires. Certaines mesures relèvent de la compétence des offices fédéraux, et les plus importantes seront soumises à décision à l'échelon fédéral. Des processus politiques sont d'ailleurs en cours dans de nombreux domaines, par exemple celui de l'énergie. Nous espérons bien sûr que les objectifs de l'Agenda 2030 contribueront à renforcer les efforts politiques en matière de développement durable.

Que se passera-t-il si le Conseil fédéral et le Parlement n'acceptent pas les recommandations, ou seulement en partie? Existe-t-il d'autres moyens ou d'autres voies pour se rapprocher des objectifs de développement?

L'Agenda de l'ONU est conçu pour que la décision repose en définitive sur la politique nationale. Cela vaut pour chaque pays. Aucune voie n'empiète sur leurs prérogatives, et c'est aussi bien comme cela. La mise en œuvre relève de la politique nationale. Or, il existe à cet égard de nombreuses possibilités, ne serait-ce qu'en Suisse: notre système politique répartit les responsabilités entre Confédération, cantons et communes. Mais la société civile est relativement forte et le secteur économique peut mettre en place des mesures sur une base volontaire. Enfin, les citoyennes et citoyens disposent d'outils comme le référendum et l'initiative. Il y a beaucoup de moyens de concrétiser l'Agenda 2030.

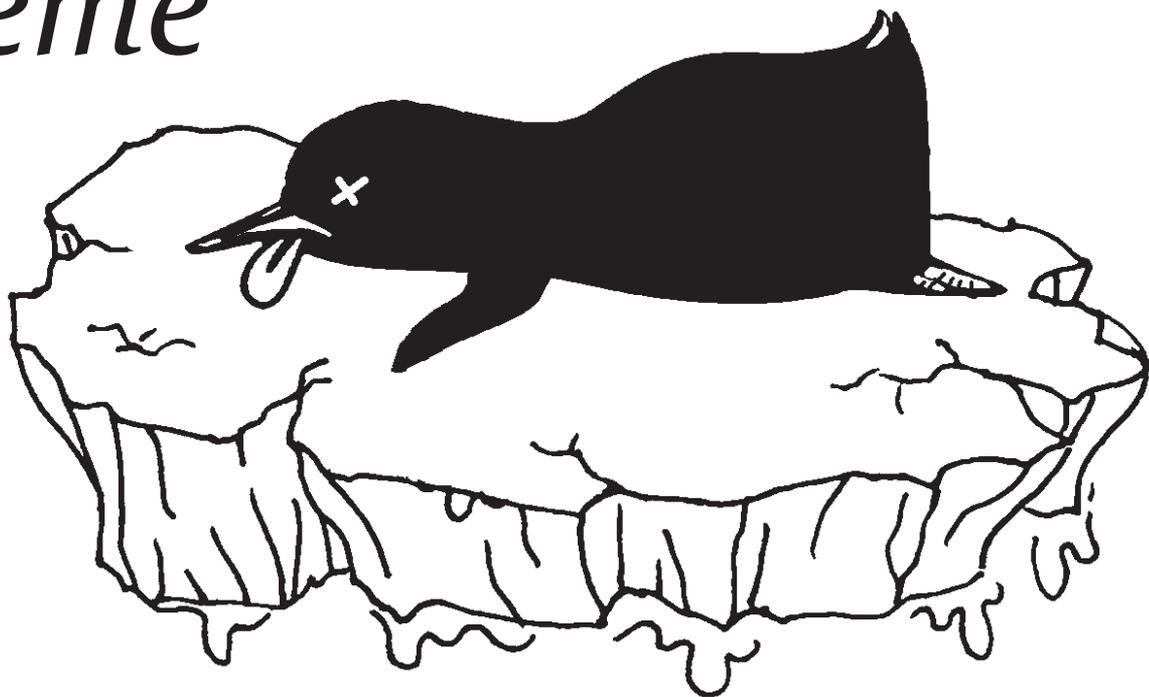
Sources:

www.eda.admin.ch/agenda2030/fr/home.html
www.bertelsmann-stiftung.de/en/topics/aktuelle-meldungen/2016/juli/countries-need-to-act-urgently-to-achieve-the-un-sustainable-development-goals (en anglais; disponible aussi en allemand)



Andrea Ries a étudié les mathématiques, la sociologie et l'économie à l'université de Zurich et à la London School of Economics. Elle a travaillé au WWF pendant dix ans, où elle fut notamment responsable de la définition de normes de durabilité et de labels, par exemple pour l'huile de palme durable. Elle a été membre de la direction du WWF Suisse et de la commission fédérale pour le développement durable. Depuis 2003, elle travaille pour la coopération au développement auprès de la Direction du développement et de la coopération (DDC) et de la Banque mondiale. Pour la DDC, elle coordonne actuellement la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

N'y pensez même pas!



George Marshall est un militant écologiste spécialiste de la communication sur le climat, fondateur de l'organisation Climate Outreach. Son livre *N'y pensez même pas*, paru en 2014, ouvre des pistes inédites sur les profonds obstacles à la prise en compte du réchauffement climatique. Son graal est de réussir à toucher les milieux religieux et de droite sur cette question.

Texte: Jacques Mirenowicz

L'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, entouré d'autres milliardaires et de climato-sceptiques notoires – Rick Perry à l'énergie, Scott Pruitt à l'environnement, Rex W. Tillerson, patron d'ExxonMobil, à la diplomatie – accroît la pertinence des analyses de George Marshall sur le réchauffement climatique dans *N'y pensez même pas*. Son sujet: pourquoi les sociétés riches et industrialisées ne parviennent-elles pas à mieux lutter contre le réchauffement de la planète? Comment font-elles pour reléguer au second plan un problème si primordial?

Deux cerveaux

Deux causes sont souvent avancées en réponse à cette question essentielle: l'une est le lobby de l'industrie fossile, qui corrompt la vie politique avec son argent, l'autre est l'idéologie libérale, qui n'admet aucune contrainte. George Marshall ne nie pas ces formidables obstacles à la cause du climat. Mais pour lui, le véritable ennemi, ce sont les failles cognitives et les biais psychologiques qui incitent les individus à occulter la dérive climatique, à ne pas voir le danger mortel qu'elle constitue et à écarter leur responsabilité personnelle.

L'une des caractéristiques les plus pertinentes sur ce sujet est la coexistence de «deux cerveaux»: le rationnel et l'émotionnel. Le premier, analytique et logique, code le réel en symboles abstraits, mots et chiffres. Le second est guidé surtout par la peur et l'anxiété, les images, l'intuition et l'expérience. Le premier, lent et délibératif, décrit et définit. Le second, automatique et impulsif, communique du sens, souvent sous forme narrative.

Et non seulement le cerveau émotionnel est le plus fort des deux, mais c'est lui qui déclenche l'action. Or, il est câblé pour réagir à des signaux personnels, abrupts, immoraux et immédiats que le réchauffement du climat n'active pas. De fait, en ne s'adressant qu'au cerveau rationnel, les scientifiques spécialistes du climat sont incapables de déclencher un mouvement social tourné vers l'action. Ils ne parviennent d'ailleurs en général pas à stimuler leur propre engagement dans un tel mouvement.

Forger une conviction universelle

Pour déclencher une réponse adéquate au réchauffement climatique, le cerveau rationnel doit donc réussir à stimuler le cerveau émotionnel. Est-il capable de construire des récits à même de le convaincre d'agir sur le climat? A ce jour, tous ceux qui ont été proposés ont échoué. Et ce sont ces échecs que George Marshall explore.

Son constat est que les avocats d'une vraie prise en charge du climat ont associé à leurs récits des valeurs trop marquées idéologiquement (de gauche, antireligieuses) et qui, en outre, blâment et culpabilisent. En s'acharnant le plus souvent sur un ennemi (l'industrie fossile, le capitalisme, l'Occident, etc.), ils attisent les divisions. Or, pour résoudre ce problème, l'humanité est condamnée à coopérer.

George Marshall préconise dès lors d'inventer des récits fondés sur les intérêts mutuels. Puis, sur ce socle, de privilégier la quête et la capacité à se surpasser pour ne pas avoir à recourir aux énergies fossiles.

Au terme de son parcours dans les méandres d'une cognition humaine soumise à l'épreuve du réchauffement climatique, George Marshall conclut que malgré toutes leurs limites, les humains peuvent agir en réponse à n'importe quel problème et voit dans la conviction que le climat se réchauffe un phénomène *similaire* à la croyance. Or, les religions savent convaincre les croyants d'agir en s'appuyant sur des valeurs sacrées, des rites et ont des méthodes très efficaces pour accompagner les convertis. Associés à une culture de clémence et de pardon, ces savoir-faire sont, selon George Marshall, applicables au changement climatique.

George Marshall souligne qu'il est essentiel de pouvoir toujours questionner la science du climat. Mais en apprenant des religions, il suggère une voie qui donne au changement climatique une forme culturelle à même d'engager les deux cerveaux, émotionnel et rationnel, dans une dynamique féconde.

Jacques Mirenowicz est codirecteur de l'association Artisans de la transition : www.artisansdelatransition.org.
Le dossier « Forger une conviction universelle sur le climat » (*La Revue Durable* no 56, 2016) est consacré au livre de George Marshall : www.larevuedurable.com.

Annonces



www.volunteer.ch
1000 chantiers internationaux



Découvrir le monde autrement!

Avec le SCI - Chantiers de volontariat internationaux depuis 1920



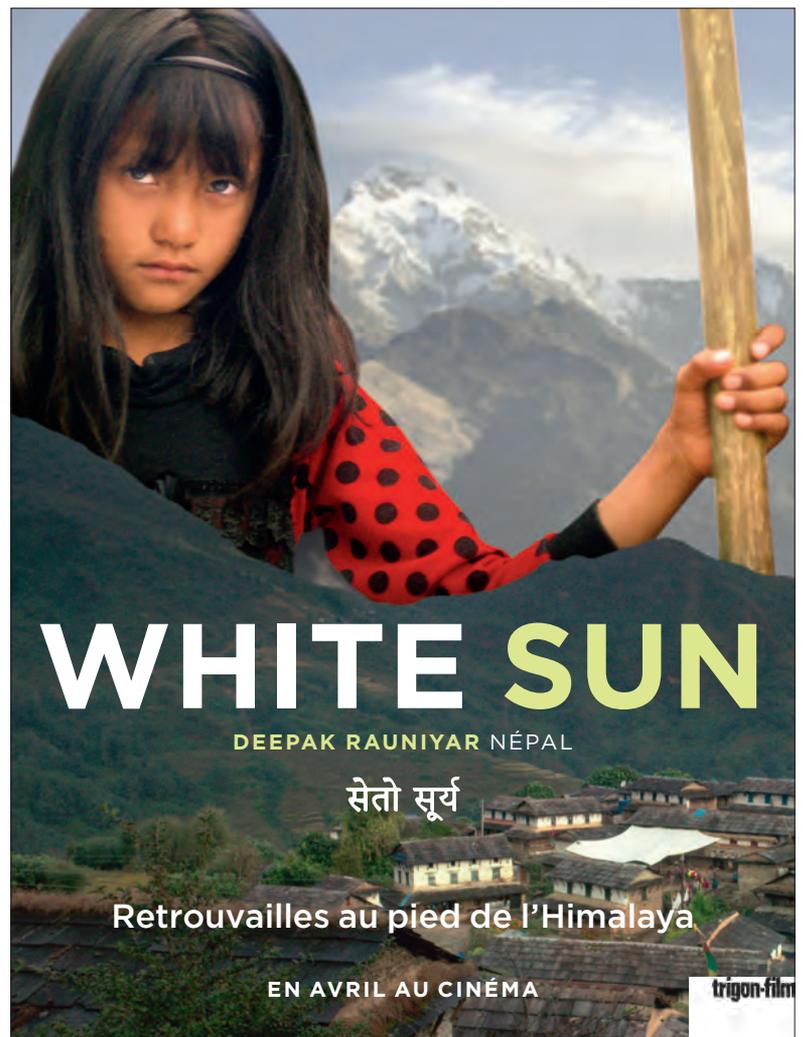
Association des
propriétaires pour
l'habitat durable

L'alternative écologique et sociale aux chambres immobilières

**Adhérez
maintenant!**

www.habitatdurable.ch

031 311 50 55



L'étoffe des souvenirs. Ou: *la vie est comme un film.*

Photos, vidéos et films sont autant de médias qui nous aident à nous remémorer notre propre passé. Ils influencent aussi la manière et la forme sous laquelle nous reviennent nos souvenirs.

Texte: Matthias Wittmann

Les images auxquelles la science, la philosophie et l'art recourent comme support de la mémoire et processus du souvenir renvoient souvent aux médias d'une époque donnée. Ainsi, le champ lexical des métaphores sur la mémoire et le souvenir s'inspire depuis longtemps des moyens d'inscription et d'archivage: Platon comparait la mémoire à une « tablette de cire ». Pour Saint Augustin, il s'agissait d'un « entrepôt », et Sigmund Freud parlait d'elle comme d'un « bloc (ou tableau) magique ». Depuis qu'existent la photographie et le cinéma, nos souvenirs nous reviennent par des retours en arrière (« *flashbacks* ») en images brouillées et fondus enchaînés. Ou alors, au moment de mourir, on voit défiler sa vie « comme un film ». Les technologies numériques de production d'images ont encore élargi cette gamme de métaphores.

Il est intéressant de constater que notre langage courant tout comme le jargon scientifique font référence au cinéma et à sa représentation spécifique de la mémoire. Dans la théorie du traumatisme, par exemple, la perception du temps lors d'un choc tient du ralenti ou d'images figées (appelées *freeze frames*). Même sous l'angle neurophysiologique, la recherche sur la mémoire puise dans les techniques de montage cinématographique (comme

les coupes raccord ou les coupes sèches) ou renvoie au rembobinage d'un film, pour étudier certaines fonctions de la réminiscence.

Le média caractérise la forme du souvenir

Toutefois, dans le contexte cinématographique, il n'y a pas que les représentations de nos souvenirs qui changent, mais aussi leurs formes et leurs objets. Quand nous regardons en arrière avec nos « yeux intérieurs », en plan subjectif cinématographique, nous adoptons un point de vue que nous imaginons avoir eu jadis. Il nous arrive d'adopter un regard extérieur, de nous voir faire partie de la scène revécue, par exemple lorsque nous nous remémorons des moments de notre petite enfance. Cette place d'observatrice ou d'observateur caractérise ce que Freud appelait le « souvenir-écran ». Le point de vue du souvenir à un moment donné est lié à la nature des supports médiatiques qui nous donnent accès à l'enfance, ne serait-ce que de manière fragmentaire. Récits, notes, photos, films Super 8 ou vidéo agissent différemment, comme si nos souvenirs étaient en noir/blanc et muets ou en couleur et avec le son. Les médias sont à la fois une porte d'accès à nos souvenirs et une partie de celui-ci.

Que faut-il comprendre quand nous intériorisons à tel point les formes cinématographiques qu'elles commencent à imprégner nos souvenirs? Si nous disons que nous « coupons » ou « enchaînons » une scène dans notre tête, cela va-t-il au-delà d'une métaphore parlée ou écrite? Les métaphores techniques servent surtout à juger l'inconnu, l'inaccessible à l'étalon de nos connaissances. Nous n'avons accès à la mémoire que par son expression médiatique, et cette expression – langage parlé ou écrit, photo, film ou son – agit en retour sur les formes et objets de notre mémoire.

Annonce



Donner au monde l'énergie d'être durable

LE SOLAIRE CLÉ EN MAIN

PROFITEZ DE: - 25% Subvention fédérale
- 25% Défisicalisation

Devis gratuit sur
www.solstis.ch


solstis

Un souvenir n'a pas de fin

Il est également impossible de savoir s'il existe réellement des images «intérieures», tout à fait personnelles. Nous utilisons cette expression, car nous les voyons comme des résidus et effets d'images extérieures. Cependant, nous ne pouvons comparer ni juxtaposer aucune image intérieure à une représentation iconographique extérieure. Nous sommes également incapables de dire où cesse une image extérieure et où commence une image intérieure. Nous ne savons pas davantage quand s'achève le développement de cette image intérieure et pouvons encore moins définir les critères intrinsèques de son exactitude. Le tourbillon ininterrompu du souvenir ne connaît ni lieu dont on puisse se souvenir ni images intégrales pouvant être localisées, isolées et montrées. «Le souvenir n'est pas une fin en soi», affirme l'écrivaine autrichienne Ilse Aichinger dans son recueil d'essais autobiographiques *Film und Verhängnis* (2001), où elle cherche à saisir sa vie au moyen des images mouvantes du cinéma. Le souvenir est inachevé parce qu'il ne peut y avoir de scène finale satisfaisante, parce qu'au fil des tentatives de se rappeler quelque chose et des détours médiatiques, sa forme, sa version et son attestation n'arrêtent pas d'évoluer.

La mémoire collective

Une installation vidéo à écran fragmenté de l'artiste français Pierre Huyghe, baptisée *The Third Memory* (1999), met en vedette John Wojtowicz. Ce malfrat légendaire a attaqué une banque de Brooklyn en 1972 pour pouvoir offrir un changement de sexe à son ami. Il s'est inspiré pour cela du *Parrain* de Francis Ford Coppola. Sidney Lumet a porté à l'écran le spectaculaire braquage de Wojtowicz, sous le titre *Un après-midi de chien*. L'installation vidéo de Pierre Huyghe montre John Wojtowicz dans une reconstitution de son attaque à main armée. En parallèle, sur l'autre partie de l'écran, on voit des scènes de l'adaptation cinématographique de Sidney Lumet avec Al Pacino dans le rôle de Wojtowicz. La comparaison des images établit clairement que la mémoire corporelle de John Wojtowicz ne pouvait plus faire autrement que reproduire le vol en s'inspirant en partie des poses d'Al Pacino dans l'adaptation cinématographique du braquage. La mémoire corporelle de l'auteur de l'attaque se rappelait de l'image cinématographique. Ce mélange inextricable du souvenir individuel avec des représentations médiatiques, Pierre Huyghe les a baptisés «third memory» (que l'on peut traduire par «mémoire collective», «mémoire d'interprétation»).

Bibliographie : Aichinger, Ilse : *Film und Verhängnis. Blitzlichter auf ein Leben*, Francfort, 2001 (en allemand).

Matthias Wittmann est chercheur dans les domaines du cinéma et des médias, conservateur d'archives cinématographiques et essayiste, actuellement assistant au séminaire en science des médias (Bâle). Il est l'auteur de l'ouvrage *Mnemo Cine. Die Konstruktion des Gedächtnisses in der Erfahrung des Films*, Zurich/Berlin : diaphanes 2016 (en allemand).

PLACE DU MARCHÉ



La place du marché est un lieu de rencontre entre des personnes ayant de bonnes idées qui cherchent des moyens pour réaliser leur projet, et d'autres qui souhaitent soutenir des projets porteurs de sens.

Le principe

La réglementation bancaire devient de plus en plus stricte. Les lois sont certes nécessaires, mais elles ont aussi des conséquences négatives : des projets qui n'entrent pas dans le cadre voulu obtiennent de moins en moins facilement des crédits bancaires. La BAS cherche des solutions pour permettre à des projets porteurs de sens d'accéder à des financements, par exemple à travers la place du marché qui a pour but de mettre en relation l'argent et les projets qui en cherchent.

Comment cela fonctionne

Un projet est publié à condition que son but corresponde à un secteur d'encouragement de la BAS. **La BAS n'examine PAS l'entreprise et son entremise ne constitue PAS une recommandation d'investissement.**

Il revient aux bailleuses et bailleurs de fonds de s'informer directement auprès des proposantes et proposant quant au prix d'émission, à l'agio, à la durée, au taux d'intérêt, etc.

Votre projet sur la place du marché. Vous souhaitez présenter votre projet sur la place du marché ? Contactez-nous : www.bas.ch/moneta ou par téléphone au 062 206 16 16



LE COURRIER

LE COURRIER, C'EST AU QUOTIDIEN...

- Une information de **qualité**.
- Des sujets originaux issus d'une presse **indépendante**.
- Les rubriques **différentes**: Solidarité, Religions, Egalité,...
- Des chroniques et des **dessins de presse**.
- La «Carte Côté Courrier» et ses **nombreuses réductions**.

REJOIGNEZ-NOUS!

lecourrier.ch/abo, abo@lecourrier.ch, 022 809 55 55

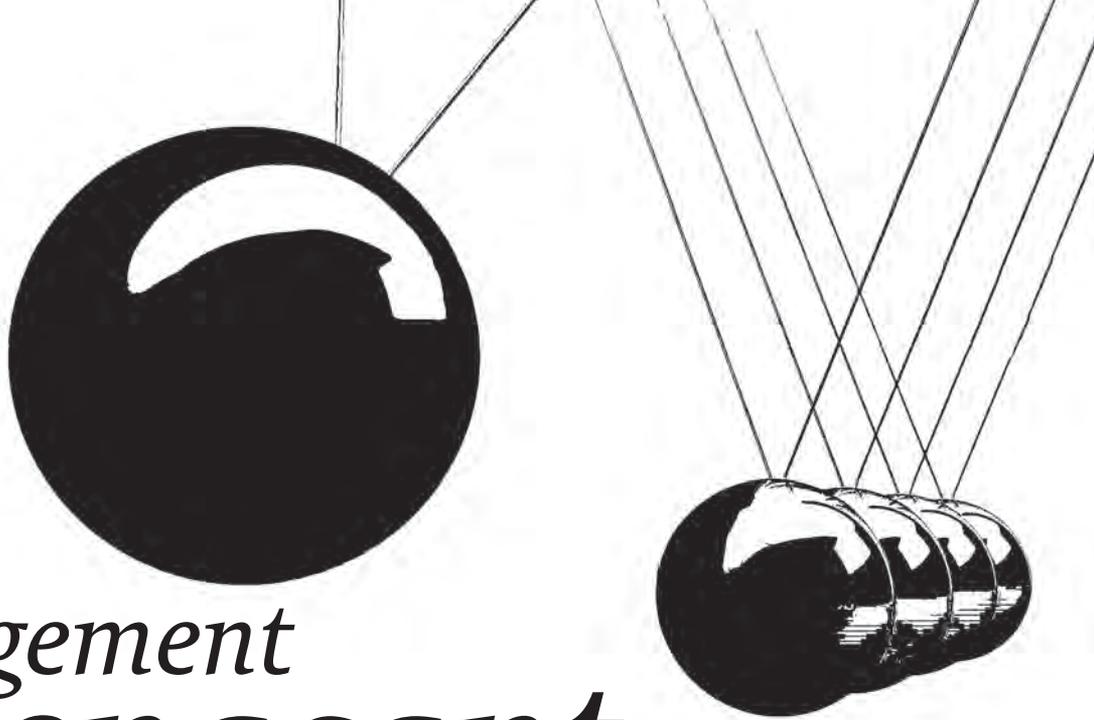
Essai 2 mois

39.-

Promo 12 mois

319.-





Un changement menaçant

Soixante ans de compromis centristes ont débouché en 2016 sur une rébellion populiste. Un accident, réparable avec les outils de l'Etat de droit, ou un changement de régime mené contre l'Etat?

Texte: Joëlle Kuntz

Les idéaux des Lumières ont toujours eu des adversaires. Raison, progrès, solidarité humaine et justice n'ont cessé d'être discutés et critiqués depuis deux siècles. Après la Seconde Guerre mondiale, ces concepts – dont le nazisme avait tragiquement illustré la négation – ont été solennellement réinstallés en tête du cadre philosophique et juridique des démocraties occidentales. L'Etat allait en être le garant et l'organisateur. La gauche, longtemps sévère envers cet Etat qu'elle accusait d'être né « bourgeois », s'y est ralliée quand elle a pu le faire « social ». Le partage des biens est ainsi devenu le sujet central et permanent du débat politique. Le rapport de forces s'est orienté selon les situations pratiques et les idées ou croyances produites. Les partis politiques ont occupé chacun leur espace idéologique dans une compétition pacifique et réglementée, d'où la brutalité, le mensonge et la tricherie ont été bannis.

On s'est habitué pendant plus de soixante ans à voir ce rapport de forces déboucher sur des compromis de type centriste. Le centrisme s'est donc infiltré comme valeur dans presque toutes les organisations politiques. La furie du conflit a disparu de nos contrées, puisque les plus rudes oppositions se résolvaient par la délibération sous la statue de la Raison et du Progrès. La violence physique a été extirpée du corps politique: la police ne tire plus sur les grévistes, les patrons n'ont plus le droit de violer leurs employées. Elle n'existe plus que sous la forme du crime individuel ou du terrorisme, cette anomalie extérieure à la vie commune, comme tombée du ciel.

A droite toute!

L'année 2016 a porté un coup à ces tranquilles représentations. Elle est longue, la liste des partis qui se sont approchés du pouvoir ou l'ont gagné en remettant en cause le cadre collaboratif de l'Etat de droit. Manifestations identitaires radicales face à l'immigration, aux réfugiés ou à la globalisation; peur et désarroi après les attentats terroristes... Deux événements, surtout, ont déstabilisé la confiance mise en la solidité des démocraties: le vote britannique de sortie de l'Union européenne, obtenu par les promesses mensongères de politiciens dénués de scrupules, et l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis après une campagne de haine, de fausses informations et de basses manœuvres. Les électrices et électeurs des deux démocraties libérales anglophones se sont rangés sous la bannière de la rébellion. Soit il s'agit d'un accident provoqué par une conduite étourdie des gouvernants, réparable malgré sa gravité avec les outils politiques en vigueur, les systèmes d'équilibre des pouvoirs empêchant de nouvelles sorties de route; soit il s'agit d'un changement de régime, un pouvoir fort réussissant à imposer son autorité en affaiblissant l'Etat.

Car c'est bien une idée de l'Etat que Britanniques et Américains viennent de rejeter: les premiers en quittant les institutions européennes accusées de légiférer à l'excès, à leur place et contre eux, les seconds en élisant un homme d'affaires méprisant les appareils étatiques de la fabrique sociale.

Il y a plusieurs façons de détruire l'Etat de droit. En se l'appropriant, comme le font les nouveaux pouvoirs en Hongrie, en Pologne, en Turquie, où une culture autoritaire latente facilite l'opération. Ou en le privant de ses ressources, comme Donald Trump promet de le faire, sur fond d'idéologie individualiste et libertarienne. Dans les deux cas, les libertés civiles restent sans défense, alors que le clientélisme et la corruption sont encouragés. Le droit s'efface devant la force. Comme changement, pour 2017, on pourrait rêver mieux.

Joëlle Kuntz, journaliste, chroniqueuse au *Temps*, auteure notamment de *La Suisse en un clin d'œil* et de *La Suisse et le génie de la dépendance*, tous deux parus aux éditions zoé, en 2006 et 2013.

LES PAGES DE LA BAS

UN EXERCICE FRUCTUEUX MALGRÉ UN ENVIRONNEMENT DIFFICILE

La BAS en chiffres

Nombre de client-e-s	31 551 +3%
Avoirs de la clientèle	CHF 1 496 000 000 +2%
Nombre de preneuses et preneurs de crédit	1027 +3,8%
Prêts à la clientèle	CHF 1 213 000 000 +13,5%
Nombre d'actionnaires	6045 +16%
Nombre de postes	103 +7,3%
Equivalents plein temps	84 +1,6%
Total du bilan	CHF 1 654 000 000 +4%
Fonds propres	CHF 142 200 000 +29,4%
Ratio de fonds propres (pondérés du risque)	17,25% +3,29%
Résultat de l'exercice (bénéfice)	CHF 1 800 000 +33%

La Banque Alternative Suisse a obtenu un très bon résultat en 2016. L'évolution des crédits et des fonds propres est réjouissante. Même les intérêts négatifs, pour leur première année, ont eu un effet canalisateur qui a amélioré la rentabilité de la banque.

Texte: Barbara Felix, responsable de la communication

A l'automne 2016, un jury a désigné les mots «intérêts négatifs» expression financière de l'année. Un choix étayé par l'avis qu'il s'agit d'une expérience dont l'issue est incertaine pour l'économie. Depuis que de la crise financière de 2008 s'est muée en crise persistante de l'endettement, partout dans le monde, les banques centrales tentent de relancer leur économie avec des liquidités, des taux bas ou des intérêts inférieurs à zéro. La BAS se maintient bien dans cet environnement d'«intérêts chamboulés». Son succès a de nombreuses facettes, pas seulement financières:

La valeur ajoutée – 84 pour cent des projets et entreprises financés par la BAS représentent une valeur ajoutée sociale ou écologique. La Banque dépasse ainsi l'objectif de 80 pour cent qu'elle s'est fixé.

L'innovation – Avec le compte d'encouragement Oikocredit et la stratégie de gestion de fortune «Impact Fonds», la Banque propose à sa clientèle des placements avec un impact environnemental et social positif, direct.

La force de conviction – Le modèle d'affaires de la BAS séduit beaucoup de monde. Malgré les intérêts négatifs perçus par la Banque, elle a vu le nombre de ses clientes et clients augmenter de 934 personnes (net) en 2016.

Un large soutien – La BAS peut compter sur une base forte et sur un actionnariat diversifié. Plus de 6000 personnes et institutions détiennent une partie de la Banque en qualité d'actionnaires. Grâce à un engagement notable, ses fonds propres sont passés de 109,9 à 142,2 millions de francs. Le ratio de capitaux propres excédait 17 pour cent à fin 2016.

Le succès économique – L'exercice 2016 s'est achevé sur un bénéfice de 1,8 million de francs, en augmentation de 33 pour cent par rapport à l'année précédente.

L'engagement – Ce succès est dû avant tout aux collaboratrices et collaborateurs, qui sont actuellement au nombre de 103.

Crédits pour des coopératives de construction et d'habitation en Suisse romande

La BAS continue à progresser. L'évolution est sensiblement différente selon les domaines: les prêts à la clientèle ont augmenté de 13,5 pour cent, largement au-dessus de la moyenne de la branche. La remarquable expansion des crédits repose avant tout sur le financement de grands projets de construction de logements coopératifs d'utilité publique en Suisse romande. Un exemple en la matière est la Codha (www.codha.ch). Cette coopérative de construction et d'habitation établie à Genève a réalisé à ce jour 393 logements sur neuf sites, avec les normes écologiques les plus élevées; onze projets, soit quelque 700 logements, sont en cours de planification ou de construction. Autre exemple, la coopérative Les Ailes (www.lesailles.ch), également sise à Genève. Son plus récent projet est l'écoquartier «Les Vergers», à Meyrin, bâtiment Minergie de 11 étages réunissant 83 logements. L'argent que la BAS ne peut consacrer au financement de projets et entreprises à vocation sociale ou écologique est confié à la Banque nationale suisse (BNS) ou à d'autres banques. Sur ces dépôts, la BAS a dû payer en 2016 des intérêts négatifs à hauteur d'environ 240 000 francs (700 000 francs en 2015).

Augmentation de la fortune sous gestion

En 2016, les fonds de la clientèle ont augmenté de 2 pour cent, c'est-à-dire moins fortement. Durant la période qui a suivi la crise financière, une progression

INFORMATION IMPORTANTE À PROPOS DES ANNEXES À MONETA

Les offres de souscription pour des participations ou des obligations insérées dans ce journal n'ont pas été examinées par la BAS. Il ne s'agit donc pas de recommandations d'achat de la Banque.

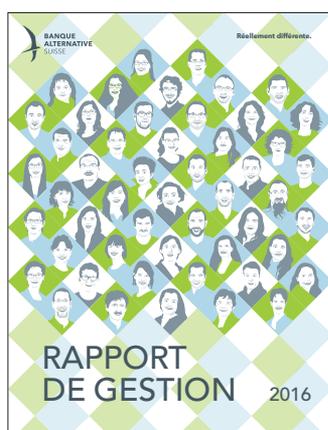
de 10 pour cent en moyenne était la norme. Cette augmentation modérée est certainement liée aux intérêts négatifs que la BAS prélève sur tous les comptes depuis janvier 2016: la clientèle dépose moins d'argent sur les comptes 7sur7 et l'avoire des comptes d'épargne a légèrement régressé. La demande s'est reportée sur d'autres produits et services qui ne figurent pas tous dans le bilan de la BAS. Il s'agit par exemple de prêts fiduciaires, de titres en dépôts de la clientèle ainsi que de prestations de conseil en placement. Le total de la fortune gérée par la BAS a crû de 5 pour cent ou 85 millions de francs, passant à 1,792 milliard. La Banque tire donc un bilan globalement positif de cette première année d'intérêts négatifs. Ces derniers ont surtout un effet canalisateur. L'argent des clientes et clients reste disponible à long terme pour la BAS, ce qui a finalement un impact positif sur sa rentabilité. Il ne semble pas que la BNS changera sa politique des taux d'intérêt dans un proche avenir. Voilà pourquoi la BAS maintient, pour le moment, sa propre politique en la matière, souvent considérée comme «volontaire» dans les médias.

Nouvelles réserves et bon résultat annuel

La BAS ne vise pas en premier lieu le profit. Conformément à ses lignes directrices, elle cherche à gagner l'argent qui lui permet de renforcer ses fonds propres et de continuer à progresser sainement pour réaliser sa mission. La BAS a mis dans le mille! Son activité engendre des charges à hauteur de 16,1 millions de francs et inclut les frais de personnel, de locaux et informatiques. Un chiffre à mettre en vis-à-vis de 25,2 millions de francs de recettes. Avec la différence positive, la BAS a pu constituer des réserves pour plus de 5 millions de francs. Après les autres déductions comme les corrections de valeur, les amortissements sur immobilisations corporelles et les impôts, il subsiste un très bon résultat annuel de 1,8 million de francs, supérieur de 33 pour cent au bénéfice de l'exercice précédent.

LE RAPPORT DE GESTION 2016 DE LA BAS EST DISPONIBLE

Le nouveau rapport de gestion donne des informations détaillées sur l'exercice écoulé et sur les émissions de CO₂ de la Banque Alternative Suisse. Commandez votre exemplaire, comprenant la liste des crédits accordés, via contact@bas.ch.



Téléchargement:
www.bas.ch/rapports

INVITATION



26^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DE LA BAS

VENDREDI 28 AVRIL 2017 À 13 H 30

MAISON DE LA CULTURE ET DES CONGRÈS (KULTUR & KONGRESSHAUS) D'AARAU

Principaux points à l'ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée générale de la BAS prévoit notamment l'élection de deux membres du conseil d'administration et la désignation de l'organe de contrôle d'éthique. Toutes et tous les actionnaires recevront, en temps opportun, une invitation personnelle avec l'ordre du jour détaillé et tous les autres documents requis.

Pour assister à l'assemblée générale

Les personnes qui ne possèdent pas (encore) d'action de la BAS peuvent aussi participer à l'assemblée générale. Inscription par courriel à gv-ag@bas.ch ou par téléphone au n° 062 206 16 16.

Après l'assemblée générale, nous vous inviterons à partager un généreux apéritif.

EXCURSION DE LA BAS À AARAU



Avant l'assemblée générale du 28 avril 2017, les actionnaires de la BAS pourront découvrir des entreprises financées par la BAS, à Aarau

et alentour. Le magasin claro et le luthier Wilhelm ouvriront leurs portes, invitant les visiteuses et visiteurs à explorer leur histoire. En outre, les producteurs de chocolats Choba Choba, soutenus par le Fonds d'innovation de la BAS, présenteront leur projet passionnant.

Les excursions de la BAS sont réservées aux actionnaires de la Banque. Le nombre de places est limité.

ANNIVERSAIRE DE LA BAS À LAUSANNE



Il y a vingt ans ouvrait la représentation romande de la BAS à Lausanne. La Banque fêtera cet anniversaire dans le cadre du 13^e Festival de la Terre. Découvrez notre stand du 9 au 11 juin 2017 à Montbenon, à deux pas du centre de Lausanne, et venez trinquer avec nous.

www.festivaldelaterre.ch

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SYSTÈME FINANCIER

En ratifiant l'accord de Paris sur le climat, la communauté internationale s'est engagée à limiter le réchauffement de la planète. Que signifie ce texte pour le secteur financier? Comment les banques peuvent-elles contribuer à lutter contre le changement climatique?

Texte: Sarah Eggo

En novembre 2016, le compte y était: 70 Etats avaient ratifié l'accord de Paris sur la lutte contre le changement climatique de décembre 2015. Ce dernier pouvait ainsi entrer en vigueur. Par leur adhésion, les pays s'engagent à faire leur possible pour limiter le réchauffement de la Terre à 2 °C au maximum par rapport au niveau de l'époque préindustrielle.

Aujourd'hui, plus de 120 Etats ont déjà ratifié l'accord de protection du climat. L'approbation par autant de pays en si peu de temps montre que la politique a fini par le reconnaître: il faut agir contre le changement climatique. La BAS estime que même une remise en cause par certains gouvernements n'aurait aucun effet. Le train est lancé. Pour atteindre l'objectif, les na-

tions signataires introduiront probablement de nouvelles lois et des réglementations plus sévères sur les émissions de gaz à effet de serre (GES).

L'importance des décisions d'investissement

Ces textes ne toucheront pas seulement l'industrie et les producteurs d'énergie, mais aussi le secteur financier. Où et comment les banques placent et investissent leur argent: voilà qui influence fortement les émissions de GES à venir. Si une banque investit dans des entreprises et projets émettant beaucoup de CO₂, elle contribue à réchauffer le climat. Si elle mise sur les secteurs plus pauvres en CO₂ et octroie ses crédits à des projets qui endiguent le réchauffement climatique, la banque contribue à atteindre l'objectif de 2 °C. Avec leur stratégie de placement, les investisseuses et investisseurs peuvent œuvrer à une transition vers une économie plus propre.

Les risques financiers du changement climatique

Le changement climatique comporte des risques écologiques et sociaux, mais aussi financiers. La surévaluation des entreprises qui détiennent de grandes réserves de com-

bustibles fossiles ou sont actives dans des secteurs à fort dégagement de GES, de même que les coûts inhérents aux énergies renouvelables peuvent former ce que l'on appelle une «bulle du carbone». Si elle éclate, par exemple à la suite d'un renforcement législatif, des pertes financières menacent les investisseuses et investisseurs. En Suisse, cela affecterait tout particulièrement les caisses de pensions.

Un rapport CO₂ pour plus de transparence

Afin de mieux prévoir ces risques, il faut davantage de transparence dans les rapports CO₂ des entreprises et des banques. Donner à voir l'empreinte carbone des investissements et des crédits bancaires facilite l'estimation de leurs risques. En outre, les investisseuses et investisseurs peuvent connaître la quantité d'émissions de CO₂ que finance leur argent.

La plupart des entreprises montrent leurs émissions directes et une fraction de leurs émissions indirectes. Par «émissions directes», on entend par exemple les GES rejetés par les bâtiments et les véhicules d'une société. Les émissions indirectes comprennent, notamment, le courant ou la chaleur achetés. Il est difficile d'obtenir

Illustration 1: Lien entre risque financier et protection du climat

Risque financier: L'objectif de deux degrés s'implémentera par des lois et réglementations susceptibles de créer des risques financiers (bulle carbone). Les investisseuses et investisseurs qui en tiennent compte peuvent, en adoptant une stratégie de placement appropriée, faciliter la transition vers une économie sobre en carbone.



Protection du climat: Les personnes qui veulent investir activement pour la protection du climat peuvent influencer aussi bien sur la disponibilité du capital pour l'économie réelle que sur les décisions d'investissement des entreprises. En agissant ainsi elles soutiennent les entreprises dans la réalisation des objectifs climatiques.

des données sur les autres émissions indirectes résultant de la transformation de la marchandise vendue. Pour le secteur financier, il s'agit des émissions des entreprises et projets dans lesquels les banques investissent des fonds.

La BAS approfondit le rapport CO₂

La Banque Alternative Suisse est la première banque suisse à avoir calculé et publié, cette année, l'empreinte carbone des dépôts de titres de ses clientes et clients. La BAS obtient de bons résultats, en comparaison avec les indices de référence: grâce à l'univers de placement sélectionné sur la base de critères stricts, la BAS et sa clientèle évitent des émissions CO₂ équivalent à la production annuelle d'une ville de taille moyenne comme Montreux.

Le chemin est encore long jusqu'à ce que toutes les entreprises et banques puissent montrer l'intégralité de leur empreinte carbone, mais la situation politique et l'urgence à enrayer le changement climatique accélèrent le processus.

Vous trouvez ici des informations et chiffres détaillés sur le rapport CO₂:
www.bas.ch/rapports

VALEUR FISCALE DES ACTIONS BAS

L'administration des impôts du canton de Soleure a établi la valeur fiscale des actions BAS comme suit:

- **152,50 francs** pour l'action nominative A d'une valeur nominale de 100 francs, no de valeur 141725
- **1525 francs** pour l'action nominative B d'une valeur nominale de 1000 francs, no de valeur 141724.

Ces valeurs fiscales sont applicables au 31 décembre 2016 et destinées à la déclaration d'impôt.

VERSEMENTS BAS 3 EN 2017

- Les personnes exerçant une activité lucrative et affiliées à une caisse de pension peuvent verser jusqu'à **6768 francs**.
- Les personnes exerçant une activité lucrative, mais non affiliées à une caisse de pension peuvent verser jusqu'à **33 840 francs**. Le montant ne doit toutefois pas excéder 20 pour cent de leur revenu.

COMPTE D'ENCOURAGEMENT OIKOCREDIT: OBJECTIF ATTEINT

A la mi-novembre de l'an dernier, la BAS a lancé une nouvelle offre d'épargne avec le compte d'encouragement Oikocredit. Elle met à disposition d'Oikocredit International un prêt de montant équivalent à l'avoire en dépôt sur ces comptes. L'offre, qui

visait un effet positif, a eu beaucoup de succès: l'objectif de 10 millions de francs a été atteint en quatre mois. Jusqu'à nouvel avis, il n'est donc plus possible d'ouvrir un compte d'encouragement Oikocredit.

ANNA-VALENTINA CENARIU, NOUVELLE RESPONSABLE DU SERVICE DE DURABILITÉ



Depuis janvier 2017, Anna-Valentina Cenariu dirige le service de durabilité de la Banque Alternative Suisse.

Anna-Valentina Cenariu, économiste diplômée, a complété sa formation par

différents cours de gestion de l'environnement. Elle a travaillé chez Price Waterhouse Coopers (PWC) en tant que conseillère en gestion du développement durable à Zurich et Santiago du Chili. A la banque J. Safra Sarasin SA de 2007 à 2015, elle a assumé la responsabilité du département «durabilité». Pendant ses loisirs, avec l'association Superar Suisse, elle contribue à former des jeunes à la musique. Elle est aussi cofondatrice de «Die Vorbänker», blogue critique vis-à-vis de la place financière.

Nous souhaitons la bienvenue à Anna-Valentina Cenariu au sein de la BAS!

QU'EST-CE QUE LE «SOCIAL BANKING»? ISB SUMMER SCHOOL 2017 À KINSALE, IRLANDE

Les banques ont-elles changé depuis la crise financière? Le secteur est-il devenu plus social, plus écologique, plus conscient du développement durable? Peut-être, mais pas assez! Les banques sociales comme la BAS jouent un rôle marginal, mais ont une importante fonction de modèle. Les cours d'été organisés par l'Institute for Social Banking réunissent des «banquières sociales» et «banquiers sociaux» de toute l'Europe, ainsi que les personnes qui aspirent à le devenir. Des spécialistes et praticien-ne-s de l'activité bancaire sociale (ou «Social Banking») évoquent pour les participantes et participants les racines, les valeurs et le rôle des banques éthiques et

alternatives dans le monde de la finance. Elles et ils expliquent comment appliquer des valeurs sociales écologiques dans les tâches du quotidien. L'objectif est de renforcer la collaboration et le partenariat au-delà des frontières.

Les cours d'été auront lieu du 25 au 30 juin 2017 à Kinsale, en Irlande. Ils s'adressent à toutes les personnes intéressées, en particulier celles qui œuvrent dans le secteur financier ou qui étudient le système bancaire socio-écologique.

Informations supplémentaires et inscription: www.social-banking.org/summer-school/summer-school-2017

UNE RÉINSERTION PROFESSIONNELLE AU GOÛT SUCRÉ

Au temps des framboises est une association de réinsertion professionnelle créée en 2013 à La Chaux-de-Fonds. Sa marque de fabrique? Un accompagnement respectueux et axé sur l'individu, pour lui permettre de reprendre confiance et renforcer ses compétences. Un café-boutique et divers ateliers offrent une structure sécurisante à des personnes fragilisées par le monde du travail. Petit tour des lieux avec Cédric Audemars, fondateur et directeur.

Texte: Muriel Raemy

Mangée directement au jardin, transformée en confiture ou en sirop: il y a différentes façons de savourer une framboise. Cette baie d'apparence fragile et délicate n'en cache pas moins de subtiles nuances, parfois sucrées, parfois acides. Un peu à l'image du parcours de vie des personnes en insertion et réinsertion professionnelle. Aux bénéficiaires d'indemnités de chômage ou de l'Office de l'assurance invalidité (OAI), mais aussi parfois aux bénéficiaires de l'aide sociale et aux jeunes en préapprentissage, l'association Au temps des framboises œuvre à offrir les meilleures perspectives d'avenir professionnel possibles.

L'aventure a commencé en 2009, alors qu'un petit magasin portant le doux nom d'Au temps des framboises était à vendre. «Ma compagne et moi avons craqué pour ce café si charmant, niché au cœur de la vieille ville de la Chaux-de-Fonds», se souvient Cédric Audemars, à l'époque encore éducateur auxiliaire. Plusieurs événements s'enchaînent cette année-là: de nombreux jeunes fraîchement sortis d'apprentissage ne trouvent pas d'emploi dans le canton, une amie au bénéfice d'une mesure de réinsertion professionnelle dans le cadre de l'OAI cherche une place de stage dans la vente. La future vocation du lieu se dessine gentiment: les portes du café-boutique s'ouvrent à ces personnes qui veulent entrer ou ré-entrer dans la vie active.

Une boutique, six ateliers

Au fil des expériences, Cédric Audemars et sa compagne intensifient les contacts avec le Service de l'emploi et l'OAI. Ceux-ci sollicitent régulièrement l'association pour des stages de trois à six mois pour leurs assuré-e-s. La petite boutique ne suffisant bientôt plus, elle développe de nouveaux secteurs d'activité. L'atelier de bureautique d'abord, pour superviser tout ce qui touche à la bonne marche de la boutique. Un atelier de création artisanale voit ensuite le jour, afin de pourvoir les étagères en produits maison. Ont suivi les ateliers de graphisme, d'informatique, de prestations web (création et maintenance de sites internet) et de médiathèque (gestion d'ouvrages en lien avec la réinsertion).

Les bénéficiaires en stage reprennent ainsi pied dans un cadre sécurisant et au contact d'une clientèle réelle. Chaque atelier est supervisé par une ou un professionnel-le, qui leur transmet le métier, la réalité du terrain et les attentes de la clientèle. L'association ne forme pas, mais entraîne à différentes techniques et délivre des



Le charmant café avec boutique se trouve au cœur de la vieille ville de La Chaux-de-Fonds.

certificats de travail. «Notre structure permet de garder les gens actifs. Des personnes compétentes se retrouvent au chômage, les filières de formation n'offrent pas toujours de débouchés. Nous sommes un maillon important de la chaîne pour que les compétences ne deviennent pas obsolètes et pour que la motivation à retrouver du travail ne chute pas.»

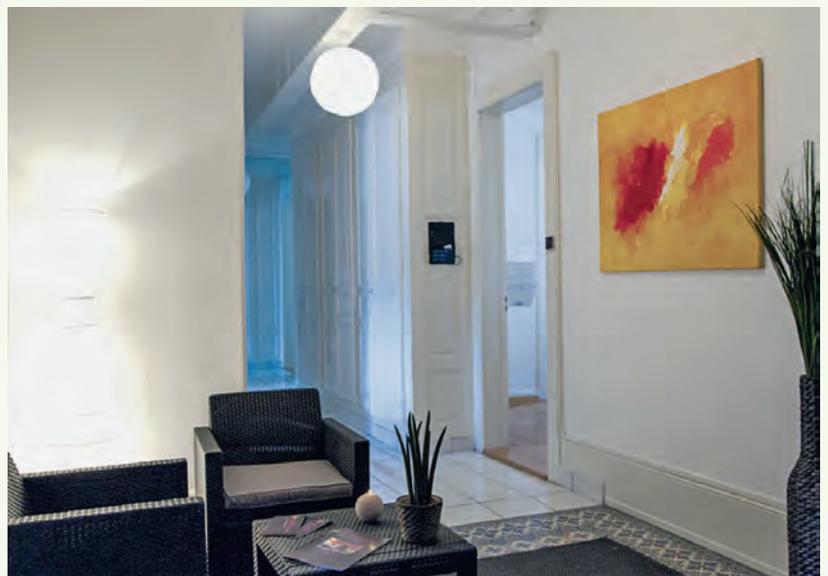
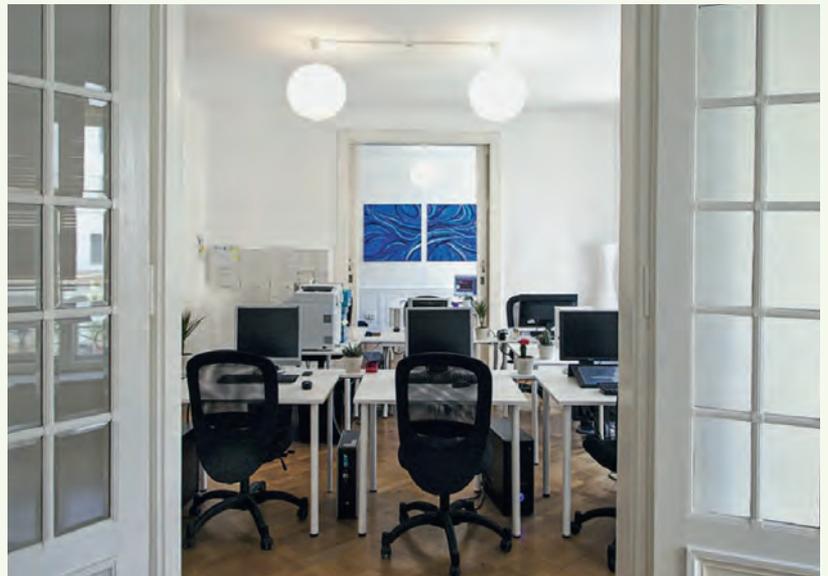
Des outils forgés sur le terrain

Ces dernières années, Cédric Audemars a vu de nombreuses personnes fragilisées se succéder chez Au temps des framboises. Leur prise en charge demande du doigté et, parfois même, de l'improvisation. Comment en effet accompagner au mieux quelqu'un qui se trouve en rupture professionnelle pour raisons économiques ou d'atteintes à sa santé, voire une personne qualifiée migrante dont le diplôme n'est pas reconnu, ou des jeunes en recherche de formation? Selon le directeur, c'est là qu'intervient la «touche framboise»: des procédures de suivi élaborées au contact des bénéficiaires, puis testées et évaluées au cas par cas. «Nous travaillons autant sur les compétences émotionnelles que sur les savoir-faire. Des gens en rupture professionnelle doivent souvent se confronter à des peurs et à des difficultés qui leur paraissent insurmontables.»

Donner un cadre à des personnes qui en manquent exige un suivi quasiment individuel. «La prise en charge et les enjeux ne sont pas les mêmes pour quelqu'un qui se trouve au chômage ou à l'AI», commente Jehanne Frotin, adjointe de direction et coach. Pour les bénéficiaires d'une rente AI, il s'agit par exemple d'évaluer leur capacité de travail. Les modules destinés aux participant-e-s des différentes mesures sont construits pour une bonne partie autour de la recherche d'emploi qui est, pour Cédric Audemars, «un vrai job en soi»: reconnaître ses qualités et ses défauts, transformer ces derniers, préparer un entretien, jouer le rôle du recruteur, écrire une lettre de motivation, entre autres. Gérer son stress, communiquer de manière bienveillante, se mettre à la place de l'employeuse ou de l'employeur et comprendre ainsi la portée de certaines décisions sont également des sujets abordés. «Nous partons toujours de l'individu et de son vécu. Notre but est qu'à la fin de la période de stage, les participantes et participants que nous avons accompagnés puissent devenir acteurs et responsables de leur parcours professionnel», ajoute Jehanne Frotin.

Concurrence et futur

Au temps des framboises bénéficie, auprès de la Banque Alternative Suisse, d'un crédit en compte courant pour couvrir les besoins de fonds de roulement. Une partie conséquente du budget de l'association provient de l'AI et du Service de l'emploi de la région. L'AI paye des indemnités par jour de travail fourni par ses assuré-e-s et le Service de l'emploi a acheté des places de stage à l'année. L'association fonctionne également avec des dons, autant financiers que matériels (ordinateurs par exemple), et les ateliers procurent le solde des revenus. «2017 sera une année clé pour nous. Nous venons de nous équiper pour la peinture en publicité. Nous pouvons désormais proposer une gamme complète de prestations multimédia aux entreprises qui ont besoin de communication.» Un site de vente en ligne des produits maison va aussi bientôt entrer en fonction. Confronté aux mêmes soucis que n'importe quel chef d'entreprise – Au temps des framboises n'est pas subventionnée et



Au temps des framboises propose aussi des emplois accompagnés dans les domaines du graphisme, de l'informatique et des prestations web.

l'argent reçu par les divers partenaires ne couvre que l'accompagnement –, Cédric Audemars prospecte dans toute la Suisse romande à la recherche de clientèle et de partenaires potentiels, cela afin de positionner Au temps des framboises sur un marché très concurrentiel. «Nous avons besoin de mandats privés pour continuer à exister.»

Porter un projet social à contre-courant des injonctions de rentabilité à tout prix et croire en la réinsertion professionnelle dans une période économique bien morose relève peut-être de l'utopie. Pour Cédric Audemars, l'humain doit primer: «Je suis persuadé que toute personne a le droit d'avoir un travail qui lui assure un certain pouvoir d'achat ainsi qu'une reconnaissance sociale dans le cadre professionnel. Notre société est basée sur la consommation. Même si c'est questionnable, c'est comme ça que ça marche aujourd'hui! Il vaut mieux faire avec que lutter contre...» Mobiliser et développer les ressources présentes en chacun-e: souhaitons que la prochaine saison des framboises soit fructueuse.

www.atdf.ch

« Nous avons de nouveau besoin d'un discours d'auto-détermination »

De plus en plus de femmes se réengagent aujourd'hui en faveur du féminisme. Natacha Wey, secrétaire syndicale et coprésidente des Femmes socialistes, est une figure connue et combative de ce mouvement. Elle évoque ici les mesures d'économie chères à la droite, les féministes de gauche et libérales, l'égalité des salaires et de la retraite, et aussi les hommes qui veulent sauver les femmes du voile.

Propos recueillis par Sina Bühler, bureau de presse de St-Gall

moneta: Le jour après l'arrivée de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis, plus de trois millions de personnes sont descendues dans les rues pour défendre les droits des femmes dans le monde entier. Cela vous a-t-il étonnée?

Natascha Wey: Non, mais réjouie. Il est important que le mouvement féministe se mondialise en ces temps où règne le chauvinisme, voire le nationalisme.

Les femmes sont-elles devenues plus féministes en général?

Dans mon environnement en tout cas, oui. Elles s'engagent de plus en plus pour défendre cette cause. Ce n'est pas un hasard, à une époque où la politique de droite, toujours antiféministe, gagne du terrain.

Comment?

Par exemple en poursuivant une politique d'austérité. Le démantèlement de l'Etat affecte collectivement les femmes: elles dépendent davantage de prestations étatiques et travaillent plus souvent dans le service public. En outre, la politique de droite défend une image familiale conservatrice, puisqu'elle transfère tout le travail des soins et de la famille dans le domaine privé. Ces tâches

retombent sur les femmes, qui les accomplissent gratuitement.

N'y a-t-il donc que des féministes de gauche?

Il existe un féminisme libéral, bien sûr. Mais alors que nous, gens de gauche, envisageons le féminisme comme une critique du système et combattons l'inégalité en général, nos alter ego libérales finissent toujours par défendre l'économie et le marché. La lutte commune a été plus nette sur le droit de vote des femmes, l'avortement ou la reconnaissance du viol conjugal. L'alliance se rompt dès qu'il s'agit de questions économiques, de prévoyance vieillesse ou encore d'augmenter l'âge de la retraite.

Qu'est-ce qui s'oppose à l'égalité de l'âge de la retraite?

Beaucoup de choses. Par exemple l'inégalité salariale, qui perdure avec les rentes. Tant que le travail non payé – peu importe qu'il soit accompli par des hommes ou des femmes – ne donnera pas droit à une rente, je refuserai le relèvement de l'âge de la retraite.

Comment atteindre l'égalité salariale?

Avec la transparence des salaires et en évitant les systèmes de rétribution au mérite. Premièrement, ils ne fonctionnent pas et, deuxièmement, les femmes sont souvent désavantagées sur ce point. On leur confie moins de responsabilités et elles obtiennent peu de bonus.

Voilà qui confirmerait que les femmes se défendraient trop peu, négocieraient mal et seraient généralement moins carriéristes.

Il ne s'agit pas de capacités, mais de leur évaluation. Un homme qui en impose va avancer, alors qu'une femme qui en impose sera une bêcheuse. La société n'a tout simplement pas encore l'habitude de voir des femmes occuper

des postes de pouvoir. Cela rend le travail féministe parfois fatigant: il faut sans relâche se rendre visible, soigner son réseau et se réjouir aux autres.

Avec le groupe de femmes de l'Ecole autonome de Zurich, vous avez invité la féministe britannique Laurie Penny et permis à 500 personnes d'écouter une féministe et cinq migrantes toute une soirée. Un moment fort pour vous?

A vrai dire, dans ce groupe de femmes, nous voulions lire ensemble le dernier livre de Laurie Penny et en discuter avec elle. Le fait que 500 auditrices et auditeurs nous aient rejointes a été une cerise sur le gâteau. Le plus génial, dans la manifestation, a été la préparation dans le groupe qui réunit des femmes de tous les pays imaginables. Ce travail m'a fait vraiment comprendre ce que signifie une expérience de migration.

On pourrait comparer cela au manque d'expérience de nombreux hommes, qui ne peuvent pas se figurer ce qu'être une femme implique.

Ce qui explique aussi pourquoi Berne ne pratique pas une politique favorable aux migrantes ni aux femmes. Cette réalité-là n'est pas celle de la majorité des parlementaires...

... qui veulent sauver les femmes du voile.

Il s'agit d'une politique agressive de la droite, qui reçoit également un soutien d'hommes de gauche. Je crois que nous avons de nouveau besoin d'un discours d'autodétermination. Nous devons continuer à débattre avec les hommes et leur dire pourquoi il est si important qu'ils s'occupent aussi de ces questions. Nous devons mener cette lutte ensemble.



Natascha Wey a 34 ans. Elle a grandi à Untersiggenthal (AG), puis a étudié l'histoire à l'université de Zurich. Après un stage au quotidien NZZ, elle a travaillé plusieurs années à la Société suisse d'utilité publique. Elle est aujourd'hui secrétaire centrale du syndicat SSP. M^{me} Wey est membre du PS zurichois du Cercle 2 et, depuis juillet 2016, coprésidente des Femmes socialistes. Elle vit à Zurich.